



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE LOCATION D'ENGIN 2026

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Marché relatif à la location d'engin avec et sans chauffeur

ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE n° 2026-7302-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la location d'engins et matériels avec ou sans chauffeur pour la réalisation de chantiers forestiers et de maîtrise de la végétation sur le périmètre d'intervention de l'Agence Travaux de la Réunion

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Régionale de la Réunion.
Agence de Travaux Réunion

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Benoit LOUSSIER, Directeur Régional de la Direction Régionale de l'Office National des Forêts de La Réunion.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.5.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2.	PROCEDURE	5
2.3.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.2.	DECOMPOSITION EN LOTS.....	5
3.3.	DUREE PREVISIONNELLE DU MARCHE.....	5
3.4.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5.1.	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	6
5.1.1	<i>Passation des commandes</i>	<i>6</i>
5.1.2	<i>Modification d'un bon de commande.....</i>	<i>6</i>
5.1.3	<i>Suspension d'un bon de commande.....</i>	<i>7</i>
5.1.4	<i>Résiliation d'un bon de commande.....</i>	<i>7</i>
5.2.	DELAI DE MISE A DISPOSITION	7
6	DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	7
6.1.	DESTINATION DES ENGINS	7
6.1.1.	<i>Lot 1 : Location de pelles CHENILLE avec chauffeur.....</i>	<i>7</i>
	<i>Lot 2 : Location de pelles CHENILLE sans chauffeur.....</i>	<i>7</i>
6.1.2.	<i>Lot 3 Location pelle sur roues avec chauffeur.....</i>	<i>8</i>
	<i>Lot 4 : Location pelle sur roues sans chauffeur.....</i>	<i>8</i>
6.1.3.	<i>Lot 5 Location chargeur avec et sans chauffeur</i>	<i>8</i>
6.1.4.	<i>Lot 6 Location camion avec chauffeur.....</i>	<i>9</i>
6.1.5.	<i>Lot 7 Location engin travail en hauteur.....</i>	<i>9</i>
6.1.6.	<i>Lot 8 Location de remorque.....</i>	<i>9</i>
6.1.7.	<i>Lot 9 Compacteur.....</i>	<i>10</i>
6.1.8.	<i>Lot 10 Location divers.....</i>	<i>10</i>
6.1.9.	<i>Lot 11 Location pelle araignée.....</i>	<i>10</i>
6.2.	MISE A DISPOSITION DU CHAUFFEUR	10
6.3.	MISE A DISPOSITION DES ENGINS DE CHANTIER	11
6.4.	ENTRETIEN DU MATERIEL.....	11
6.5.	DEFINITION DES DUREES DE LOCATION.....	12
6.6.	OBLIGATION ET RESPONSABILITE	12
6.7.	DOMMAGES CAUSES AU TIERS (ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE »)	13
6.8.	DOMMAGES AU MATERIEL LOUE (ASSURANCES « BRIS DE MACHINE, INCENDIE, VOL... »).....	13
6.9.	DELAI MAXIMAL DE MISE A DISPOSITION	13
6.10.	SIGNALISATION	13
6.11.	DEGRADATIONS	14
6.12.	ORGANISATION DU CHANTIER	15
6.13.	PROCEDURES D'INTERVENTION	15
6.13.1.	<i>Commencement des travaux.....</i>	<i>15</i>
6.13.2.	<i>Planning.....</i>	<i>15</i>
6.13.3.	<i>Modifications en cours d'exécution des travaux.....</i>	<i>15</i>
6.14.	DEROULEMENT DU CHANTIER	15
6.15.	RESPECT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE.....	16
	CNPTSF	16
6.16.	16
6.17.	MODES D'EVALUATION DES TRAVAUX	16

6.17.1.	CONTROLES	16
6.17.2.	SUIVI DES CHANTIERS	17
7	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS.....	17
8	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	17
8.1.	UNITE MONETAIRE	17
8.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	17
8.2.1.	<i>Nature des prix</i>	17
8.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	17
8.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	17
8.3.1.	<i>Modalité de révision des prix</i>	17
8.3.2.	<i>Clause butoir</i>	18
8.4.	MODIFICATIONS DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	18
8.5.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	18
8.5.1.	<i>Acomptes</i>	18
8.5.2.	<i>Facturation</i>	18
8.5.3.	<i>Transmission des factures</i>	19
8.5.4.	<i>Délai global de paiement</i>	19
8.5.5.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	19
7	PENALITES.....	19
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	20
7.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	20
8	DROIT, LANGUE	20
9	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	20
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	20
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	21
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	21
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	21
10	RESILIATION.....	21
11	DEROGATIONS DU CCAG-FCS	21

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Régionale de la Réunion, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00802 dont le siège est Boulevard de la Providence CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est **Benoit LOUSSIER, Directeur Régional de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS de la Réunion**

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le Directeur de l'Agence Travaux de la Réunion agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2021.01 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

Adrien FRANCK
Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 0262 27.00.66

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est l'Agent Comptable Secondaire

Direction Régionale ONF
Boulevard de la Providence
97404 St Denis Cedex
Téléphone : 0262 90.48.00 – Email : compta.onf-reunion@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique est :

Agence Travaux Réunion
7 Impasse Bonaparte CS 22114
97851 le Tampon Cedex
Téléphone : 0262 27.00.66

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction Régionale.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la location d'engins et matériels **avec ou sans chauffeur** pour la réalisation de chantiers forestiers et de maîtrise de la végétation sur le périmètre d'intervention de l'Agence Travaux de la Réunion

Dans les pièces du marché L'ONF est désigné comme locataire et le titulaire est désigné comme loueur.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77111000-1	Location de matériel agricole avec opérateur.
45500000-2	Location de matériel de terrassement avec opérateur.
60181000	Location de camion avec chauffeur

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de **10 lots**, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations Principales	Montant annuel maximum de commande
1	Location pelles chenilles avec chauffeur	30 000
2	Location pelles chenilles sans chauffeur	75 000
3	Location pelles sur roues avec chauffeur	25 000
4	Location pelles sur roues sans chauffeur	25 000
5	Location chargeur avec et sans chauffeur	15 000
6	Location camion avec et sans chauffeur	45 000
7	Location engins de travail en hauteur avec chauffeur	10 000
8	Location de remorques	40 000
9	Location compacteur sans chauffeur	10 000
10	Location divers engins	10 000
11	Location pelles araignées avec chauffeur	10 000
Montant total max sur 12 mois		295 000 €

3.3. Durée prévisionnelle du marché

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable une fois, par tacite reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 2 (deux) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

3.4. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) désigné ci-après CCAG-FCS
- Les bons de commandes émis dans le cadre du présent accord-cadre

A noter, le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Exécution par émission de bons de commande

5.1.1 Passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le Titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- L'identification des contractants ;
- La référence du présent marché : 2026-7302-001
- La date d'émission du bon de commande
- La désignation des fournitures
- Leur quantité prévisionnelle
- Le montant HT prévisionnel des prestations à effectuer
- Le(s) lieu(x) de livraison

Les propositions de commande et les bons de commande sont adressés par courriel au Titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au Titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le Titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande qui doit faire l'objet d'un bon de commande.

Les propositions de commandes, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les propositions de commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

5.1.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.1.4 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'OND sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.2. Délai de mise à disposition

Le Titulaire du marché devra mettre à disposition les engins et leur chauffeur dans le délai prévu dans l'acte d'engagement.

6 DISPOSITIONS TECHNIQUES

6.1. Destination des engins

Les engins seront utilisés pour l'exécution de travaux forestiers et de maîtrise de la végétation sur le périmètre d'intervention de l'Agence travaux de la Réunion.

6.1.1. Lot 1 : Location de pelles CHENILLE avec chauffeur

Lot 2 : Location de pelles CHENILLE sans chauffeur

Les engins **avec et sans chauffeur** à mettre à disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Location pelle à chenilles inférieur à 6 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none">• Godet• Godet Squelette• Scarificateur
Location pelle à chenilles de 6,5 à 8 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none">• Godet• Godet Squelette• Scarificateur
Location pelle à chenilles en fer avec patin en caoutchouc de 6,5 à 10 tonnes avec accessoires de bases dont godet de curage, terrassement et tranché attache rapide obligatoire. <i>L'ONF dispose d'un broyeur avec attache MORIN n°3 ; 40/60 litres par minute ; 220 bar pression ; 3 Bar contre pression ; godet squelette. Il sera précisé dans votre mémoire technique de l'offre si le broyeur peut s'adapter sur la pelle 8T.</i>	<ul style="list-style-type: none">• Godet• Godet Squelette• Scarificateur• Dent de déroctage• Grappin à bois ou pince forestière d'un diamètre min d'ouverture de 40 cm• Broyeur forestier à dent fixe de 1 mètre min

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Location pelle à chenilles supérieur à 15 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché, attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Godet • Godet Squelette • Scarificateur • Grappin à bois ou pince forestière d'un diamètre min d'ouverture de 40 cm • Broyeur forestier à dent fixe de 1 mètre min

6.1.2. Lot 3 Location pelle sur roues avec chauffeur

Lot 4 : Location pelle sur roues sans chauffeur

Les engins **avec et sans chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Location pelle à roues de 5 à 6 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Godet • Fourche à palette
Location pelle à roues de 6,5 à 8 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché, attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Godet • Grapin à bois ou pince forestière d'un diamètre min d'ouverture de 40 cm • Fourche à palette
Location pelle à roues de 8,5 à 15 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Godet • Grapin à bois ou pince forestière d'un diamètre min d'ouverture de 40 cm
Location pelle à roues supérieur à 15 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché, attache rapide obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> • Godet • Grapin à bois ou pince forestière d'un diamètre min d'ouverture de 40 cm

6.1.3. Lot 5 Location chargeur avec et sans chauffeur

Les engins **sans chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Mini chargeur jusqu'à 6 tonnes à roues ou à chenille	<ul style="list-style-type: none"> • Fourche à palette • Balayeuse avec bac de ramassage • godet
Mini chargeur >= à 6 tonnes à roues ou à chenille	<ul style="list-style-type: none"> • Fourche à palette • Balayeuse avec bac de ramassage • godet
Chargeuse articulée inférieur à 10 tonnes	
Malaxeur mini chargeur	

6.1.4. Lot 6 Location camion avec ou sans chauffeur

Les engins **sans chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Camionnette jusqu'à 3,5T	<ul style="list-style-type: none">• Grue• Benne ampliroll

Les engins **avec chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Camionnette jusqu'à 3,5T	<ul style="list-style-type: none">• Grue• Benne ampliroll
Camion benne jusqu'à 19 T	<ul style="list-style-type: none">• Grue• Benne ampliroll
Camion benne jusqu'à 20t	<ul style="list-style-type: none">• Grue• Benne ampliroll
Camion benne jusqu'à 30t	<ul style="list-style-type: none">• Grue• Benne ampliroll

6.1.5. Lot 7 Location engin travail en hauteur

Les engins **avec chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin
Nacelle jusqu'à 20m
Nacelle araignée jusqu'à 20m
Télescopique avec accessoire (pelle ou godet)
Chariot élévateur thermique avec accessoires (fourche, pelle ou godet)

6.1.6. Lot 8 Location de remorque

Les engins **avec chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin
Porte engin 3 mètres de large et 12 mètres de long PTAC 20 tonnes minimum
Porte char DOLLY pouvant transporter un débusqueur CAMOX ou un tracteur BELL

Lot 9 Compacteur

Engin
Compacteur de terrassement 3 tonnes
Compacteur de terrassement 8 tonnes
Compacteur de terrassement 18 tonnes

6.1.7. Lot 10 Location divers

Les matériels à mettre à la disposition sont :

Matériels
Plaque vibrante 80 kg
Plaque vibrante 450 kg
Trancheuse de béton
Pince de tri
Broyeur forestier pour pelle jusqu'à 14 tonnes
Brise roche hydraulique jusqu'à 24 tonnes
Dent carottage : dent carbure pour travail du sol

6.1.8. Lot 11 Location pelle araignée

Les engins **avec chauffeur** à mettre à la disposition sont :

Engin	Outils complémentaires à mettre à dispositions
Location pelle araignée supérieur à 8 tonnes avec accessoires de base dont godet de curage, terrassement et tranché, broyeur, pince à découper	<ul style="list-style-type: none">• Godet• Pince à découper• Broyeur forestier• Outil pour travail du sol

6.2. Mise à disposition du chauffeur

Les chauffeurs doivent être titulaires des habilitations et permis de conduire nécessaire à la manipulation des engins et à leur conduite sur les chantiers et sur les voies de circulation ouvertes au public.

Ils doivent également disposer d'un certificat médical à jour, précisant l'aptitude à la conduite d'engins.

Le titulaire fournit les références professionnelles de ses conducteurs d'engins. Les conducteurs doivent être expérimentés dans le type de travaux demandés à la présente consultation (voir article 6.1).

Ils se rendent sur les chantiers de façon autonome et se présentent préalablement au responsable de chantier munis des équipements de protections individuelles nécessaires. Ils respectent le règlement de chantier et les consignes de sécurité.

Ils assurent l'entretien et la maintenance du matériel.

Seul l'opérateur du titulaire est habilité à conduire le matériel loué.

6.3. Mise à disposition des engins de chantier

Le titulaire procède aux démarches auprès des autorités compétentes pour obtenir les autorisations de faire circuler le matériel loué sur le chantier et /ou le faire stationner sur la voir publique.

Le matériel mis à disposition doit être conforme à la réglementation (vérifications réglementaires et contrôles de sécurité à jour) ainsi qu'aux normes en vigueur et notamment aux normes relatives à la santé, la sécurité et la protection des travailleurs, la fiscalité et la circulation routière.

Conformément à l'article L.4321-1 et R4322-1 du code du travail le titulaire doit fournir les attestations de vérification générale périodique (VGP) des engins utilisés, tous les six ou dès leur expiration.

Il doit porter la marque CE. Le marquage CE apposé sur les machines implique de la part du responsable de la mise sur le marché, le respect des exigences essentielles et des procédures définies dans la directive « Machines ». Le fabricant ou le concepteur d'équipements de travail doit respecter des exigences essentielles de santé et de sécurité énumérées dans la directive dite « Machine » 2006/42/CE (règles de conception).

Tout matériel remis par le prestataire devra être en parfait état de fonctionnement, nettoyé, graissé, le plein de carburant et de lubrifiant effectué.

La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel à l'ONF conformément à l'article 6.5 ci-dessous.

L'ONF peut demander la réalisation d'un état contradictoire sur l'état du matériel lors de sa mise à disposition. Si cet état fait apparaître l'incapacité du matériel à remplir sa destination normale, ledit matériel est considéré comme non conforme à la commande. Le matériel devra alors être changé dans les meilleurs délais.

Le Titulaire est responsable du mode de transport de son matériel.

L'acheminement puis le retour de l'engin depuis le chantier sont chiffrés dans le bordereau de prix unitaires (BPU). L'acheminement puis le retour de l'engin sont assimilés à des transferts de chantier.

Idem pour les déplacements d'un chantier à un autre nécessitant le transport du matériel sur un porte-char, pendant la période de mise à disposition de ce matériel.

6.4. Entretien du matériel

Le titulaire procède régulièrement à toutes les opérations courantes d'entretien, de nettoyage, de vérification et d'appoint (graissage, huile, pression et état des pneumatiques, etc...) et vérification périodique nécessaire.

Il est tenu au remplacement des pièces d'usure dans le respect des règles environnementales.

L'ONF réserve au loueur un temps suffisant, dans un endroit accessible, pour permettre à celui-ci de procéder à ces opérations. Les dates et durées d'intervention sont arrêtées d'un commun accord. Le temps nécessaire à l'entretien du matériel ne fait pas partie de la durée de location.

En cas de panne du matériel, l'ONF informe immédiatement le titulaire par tout moyen à sa convenance. Le titulaire s'engage à venir effectuer les réparations à sa charge. Tous les temps de panne seront déduits du temps de production et ne seront pas payés.

En cas d'immobilisation supérieur à une journée, le prestataire doit remplacer le matériel dans un délai de 48 H après la constatation de la panne qui a nécessité l'immobilisation.

Le titulaire assure la responsabilité technique du matériel et de l'intervention. Il demeure responsable du chauffeur et de son matériel pendant toute la durée des travaux.

6.5. Définition des durées de location

La durée prévisible de mise à disposition, à partir d'une date initiale, est exprimée à la journée.

Le matériel est à disposition de l'ONF tous les jours, week-end et jours fériés compris, de jour comme de nuit.

Seules les jours ouvrés sont facturés. Le temps de trajet n'est pas comptabilisé en heure de location.

Le temps d'utilisation sera de **7 heures** par jour.

6.6. Obligation et responsabilité

L'ONF a la garde juridique du matériel loué pendant la durée de mise à disposition ; il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport.

L'ONF est déchargé de la garde du matériel :

- Pendant la durée de la réparation lorsque celle-ci intervient à l'initiative du titulaire ;
- En cas de vol, le jour du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes. L'ONF s'oblige à communiquer le dépôt de plainte au titulaire ;
- en cas de perte du matériel, le jour de la déclaration faite par l'ONF au loueur.

L'ONF est responsable de l'utilisation du matériel loué et de tout ce qui concerne la prise en compte :

- de la nature du sol et du sous-sol
- des règles régissant le domaine public
- de l'environnement.

Cependant, la responsabilité du titulaire pourra être engagé en cas de faute de l'un des opérateurs du titulaire du marché (conducteurs d'engin).

Dès que le matériel loué est mis à disposition sur le chantier, l'ONF est responsable des conditions d'exécution du travail effectué par l'opérateur.

L'ONF

- assume la responsabilité des consignes et des directives qu'il donne à l'opérateur, pour assurer la coordination de l'intervention du matériel et les activités du chantier ;
- assure la sécurité de l'opérateur et du matériel sur la zone du site d'intervention ;

L'ONF ne peut être tenu responsable des conséquences dommageables des vices cachés du matériel loué ou de l'usure non apparente rendant le matériel impropre à son usage.

Le titulaire assume la maîtrise des opérations de conduite qu'il confie à un opérateur apte, qualifié et formé à ces opérations. Dès lors l'opérateur :

- apprécie la capacité du matériel à effectuer les travaux à exécuter ;
- n'exécute que des tâches compatibles avec le matériel loué ou avec les règles de sécurité.

En cas de problème, l'opérateur prévient immédiatement le loueur. Ce dernier prendra en accord avec l'ONF les dispositions qui s'imposent. L'opérateur doit également :

- avoir une attitude et une tenue correcte ;
- respecter les horaires fixés au bon de commande
- se conformer aux consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le site.

6.7. Dommages causés aux tiers (assurance « responsabilité civile »)

Obligations du loueur : Lorsque le matériel loué est un véhicule terrestre à moteur (VTAM) au sens de l'article L. 110-1 du Code de la route, le loueur doit obligatoirement avoir souscrit un contrat d'assurance automobile conforme aux articles L. 211-1 et suivants du Code des assurances. Ce contrat couvre les dommages causés aux tiers par le matériel loué dès lors qu'il est impliqué dans un accident de la circulation. Le loueur doit remettre à la 1^{ère} demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance en vigueur.

Obligations à la charge de l'ONF : L'ONF s'engage à déclarer au loueur, dans les 48 heures, par lettre recommandée avec accusé de réception, tout accident causé par le véhicule ou dans lequel le véhicule est impliqué, afin que le louer puisse effectuer auprès de son assureur, sa déclaration de sinistre dans les cinq jours. Le locataire reste responsable des conséquences d'un retard ou d'une absence de déclaration. L'assurance responsabilité automobile souscrite par le loueur ne dispense pas le locataire de souscrire une, assurance « Responsabilité Civile Entreprise », afin de garantir notamment les dommages causés aux tiers par les VTAM loués lorsqu'ils ne sont pas impliqués dans un accident de la circulation. Le loueur doit remettre à la 1^{ère} demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance « Responsabilité Civile Entreprise » en vigueur.

Autres matériels : Le Locataire et le loueur doivent être couverts, chacun pour sa responsabilité, par une assurance « Responsabilité Civile Entreprise », pour les dommages causés aux tiers par le matériel loué.

6.8. Dommages au matériel loué avec et sans chauffeur (Assurances « bris de machine, incendie, vol... »)

Le loueur devra donc souscrire une assurance couvrant les risques liés à une location avec et sans chauffeur. Le coût de l'assurance sera intégré au montant de la location. La tarification de la prestation doit uniquement couvrir l'utilisation des équipements dans le cadre des marchés de l'ONF.

Le titulaire souscrit les assurances des différents matériels loués **avec et sans chauffeur**. Les garanties souscrites au contrat d'assurance doivent inclure le vol, l'incendie, la responsabilité civile et les dommages ou dégradations. Ces garanties s'appliquent aussi aux dégradations dues à des actes de vandalisme. **Ces garanties couvrent les matériels dans le cadre d'une location avec et sans chauffeur.**

Le loueur doit remettre une photocopie de ces attestations d'assurance en vigueur lors de la notification de l'accord-cadre ainsi qu'au début de chaque année civile, le titulaire devra justifier qu'il a contracté, une assurance suffisante « assurances, bris de machine, incendie, vol,etc...) au titre de ce marché.

Les frais de franchise sont à la charge du titulaire.

6.9. Délai maximal de mise à disposition

Le délai maximal de mise à disposition du matériel et de son chauffeur est de 5 jours calendaires. Ce délai est contractuel et expose le titulaire à l'application de pénalité de retard si le délai de mise à disposition est dépassé. Le lieu et le plan d'exécution des prestations seront précisés sur la fiche de chantier.

6.10. Signalisation

Dans le cadre de la location avec chauffeur, le titulaire prendra toutes les mesures de sécurité et de signalisation nécessaires par les travaux en vue de prévenir le public du danger qu'il peut encourir aux abords du chantier et pour garantir la sécurité des tiers.

Les personnels seront équipés de boudiers retro réfléchissants orange HV, conformes à la norme HV, conformes à la norme NF EN471, de classe 3 ou 2 ; les engins devront être équipés de gyrophares.

La signalisation intéressant la circulation publique et la signalisation de chantier seront conformes aux règlements en vigueur (code de la route).

Rappelons que ledit code classe le matériel de travaux publics en deux catégories :

Catégories 1 : Matériels à caractère routier prédominant, toutes les règles du code de la route leur sont applicables ;

Catégories 2 : Matériels sans caractère routier prédominant, ils font l'objet de dispositions particulières (allégés)

Les pelles hydrauliques par exemple font partie de la catégorie 2. A ce titre les principes dispositions à respecter afin de pouvoir emprunter le réseau routier sont les suivantes :

- Permis de conduire : la conduite d'un engin automoteur de catégorie 2 n'est pas soumise à l'obligation de permis de conduire. Toutefois le conducteur devra connaître la signification des panneaux et respecter les règles de circulation routière ;
- Immatriculation : les engins de la catégorie 2, ne font pas l'objet d'une réception par le service des mines et ne sont donc pas immatriculés ;
- Assurance : comme tous les véhicules, ils sont soumis à l'assurance circulation. Tout conducteur doit être en mesure de présenter une attestation en cas de contrôle.
- Gabarit longueur maxi : 15 mètres / largeur maxi 2,55 mètres / hauteur : non limitée / au-delà de ces côtes l'engin déplacé est sous le coup de la réglementation des transports exceptionnels lui imposant entre autres une signalisation complémentaire ;
- Eclairage et signalisations obligatoires : feux de position, de croisement, rouges arrières, changement de direction, catadioptres ;
- Rétroviseur intérieur obligatoire si cabine fermée
- Essuie-glace obligatoire si le véhicule est muni d'un pare-brise ;
- Pare-brise et vitres de type homologué ;
- Vitesse : limitée à 25 km/heure, un disque à l'arrière de l'engin doit être posé ;
- Gyrophare orange et bandes rétro réfléchissantes rouges et blanches de type homologué ;
- Pour les engins chenillés : ceux-ci ne peuvent circuler sur des remorques que s'ils sont munis de patins en caoutchouc ou de dispositifs équivalents supprimant l'effet agressif vis-à-vis de la chaussée.

Le code de la route rend le conducteur d'un véhicule responsable pénalement des infractions qu'il commet lors de la conduite d'un véhicule. Cet article s'applique également aux engins de travaux publics de la catégorie 2.

Le titulaire à la charge de la fourniture, à la mise en place et la maintenance pendant toute la durée du chantier de panneaux et dispositifs de signalisation. Le coût de l'installation des panneaux est réputé inclus dans les prix des travaux.

6.11. Dégradations

Dans le cadre de la location avec chauffeur, le titulaire est entièrement responsable des détériorations qu'il cause aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux sols et à la végétation. Au cours de ses interventions, il prend toutes les précautions nécessaires pour protéger les végétaux et ouvrages prévus à conserver, ainsi que les réseaux enterrés et/ou éléments de réseaux affleurants.

Il doit justifier, lors de la remise de son offre, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation de son assureur, portant mention de l'étendue de la garantie. Cette attestation doit préciser qu'en cas d'accident ou d'incident, aucun recours ne pourra être effectué auprès de l'ONF, notamment en ce qui concerne le stationnement des engins de chantier.

Le titulaire doit adapter la charge de ses véhicules ou de ses engins aux conditions d'accès de chaque site et à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé, etc.). Le poids total en charge (P.T.C) des véhicules circulant sur le chantier doit être adapté à la portance des sols.

En cas de dommage, la remise en état des ouvrages, des sols, des équipements, incombe en totalité au titulaire.

6.12. Organisation du chantier

Le titulaire intervient sur ordres du pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans le respect du calendrier d'exécution arrêté conjointement avec le conducteur de travaux.

Le titulaire désigne au prestataire un seul interlocuteur, opérateur qui a la responsabilité des chantiers. Présent lors des interventions sur les différents chantiers, cette personne peut être contacté en permanence par la liaison téléphonique pendant les heures du chantier. Il est remplacé lors de ces absences et/ou congé.

6.13. Procédures d'intervention

6.13.1. Commencement des travaux

Dans le cadre de la location avec chauffeur, tous les travaux doivent être exécutés conformément au document de sécurité. Pour ceux qui seraient insuffisamment décrits, ces travaux doivent être conformes aux normes en vigueur, et relative aux engagements environnementaux, qu'elles soient relatives aux travaux, à la mise en œuvre, aux normes de sécurité ou à la réglementation du travail.

Pour les détails et modifications qu'il jugerait bon d'apporter au cours des travaux, le titulaire doit préciser les raisons qui les lui font proposer. Aucune modification ne peut être apportée sans accord écrit du donneur d'ordre.

6.13.2. Planning

Deux jours ouvrés au minimum avant l'intervention, le titulaire informe par courriel le conducteur de travaux, responsable du suivi du chantier, de la nature, date et heure de l'intervention, du nom du/des conducteurs d'engins. En cas d'évènement impondérable (accident, conditions météorologiques...) empêchant l'intervention du titulaire, ce dernier prévient immédiatement le conducteur de travaux responsable du suivi du chantier par SMS/courriel ou appel téléphonique avec lequel il convient d'une nouvelle date. Il confirme la date et l'heure de son intervention dans un délai minimum de 24 heures, par courriel.

6.13.3. Modifications en cours d'exécution des travaux

En cas de nécessité, le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la possibilité de modifier en cours d'exécution les sections à traiter ou les prestations à exécuter par le titulaire.

Si le quantitatif n'est pas changé, ces modifications n'entraîneront pas droit à supplément de prix pour le titulaire.

6.14. Déroulement du chantier

• Sécurité :

Le donneur d'ordre attire l'attention du titulaire sur le fait que les sites sont parfois des lieux publics, parfois limitrophes d'habitations ou d'équipement publics. Le titulaire doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains et des usagers pendant toute la durée des travaux. Ainsi, les engins stationnant dans l'emprise du chantier en dehors des horaires de travail devront être protégés vis-à-vis du public.

Le titulaire aura pris connaissance de toutes les difficultés de chacun des sites et prendra toutes les dispositions pour garantir la sécurité des personnes et des biens. En cas de manquement par le titulaire aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, le donneur d'ordre peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

• Circulation :

Il appartient au titulaire de déposer, avant tout commencement d'exécution, les demandes de réglementation de circulation qu'il jugera nécessaires. Il doit se soumettre aux arrêtés qui en découleront. Le titulaire doit signaler ses chantiers jour et nuit, conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire des routes. Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation du donneur d'ordre.

La circulation à l'intérieur des massifs donne toujours la priorité aux cycles et aux piétons. La vitesse ne doit en aucun cas dépasser 50 kilomètres à l'heure. Il est fourni au titulaire une clé ouvrant les barrières de chaque site. Celles-ci doivent être refermées à clé après chaque franchissement de véhicule ou d'engin, à l'aller comme au retour.

- **Propreté du site :**

Le chantier, ses abords et les circulations empruntées pour les besoins des travaux seront tenus dans un état de propreté constant. Le titulaire est responsable du maintien en bon état de la visibilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par ses engins, conformément aux prescriptions du code de la route. Il a, à sa charge, tous les nettoyages et ébouages.

Le titulaire est responsable du nettoyage des voies du domaine publics sales par le passage de ses camions ou autres engins. Il est également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins. Le titulaire assure le nettoyage régulier des déchets, détrit, matériaux divers liés à son intervention et produits sur l'emprise du chantier et à l'extérieur de celui-ci du fait du déroulement des travaux tout au long de son intervention.

L'ensemble des détrit non végétaux doit être évacué vers des installations agréées par les services administratifs compétents. Aucun feu ne sera autorisé.

En cas de réclamation des services de la commune concernée, des services de la commune concernée, des services de l'Équipement, des services de police ou des riverains, le donneur d'ordre se réserve le droit de faire procéder aux travaux de nettoyage des chaussées souillées aux frais du titulaire. Le titulaire doit quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchet ou produit dangereux pendant et après l'exécution des travaux.

En cas de manquement du titulaire à l'obligation de laisser les lieux propres, huit jours après une mise en demeure préalable, le donneur d'ordre peut faire réaliser les travaux de nettoyage ou de dépollution par une autre entreprise de son choix. Le règlement de ces travaux sera dans ce cas imputé en totalité à la charge du titulaire responsable des dégradations. Ce dernier ne pourra prétendre à aucune indemnité ou dédommagement d'aucune sorte.

6.15. Respect de la faune et de la flore

Le titulaire doit, en circulant avec ces véhicules, faire attention à ne pas détruire la faune et la flore, ni les habitats. Il s'abstient de toute cueillette pour préserver la flore et signale au donneur d'ordre toute anomalie ou découverte concernant la faune et la flore du site.

6.16. CNPTSF

Le titulaire devra se conformer au Cahier national des prescriptions de travaux et services forestiers (CNPTSF) dans sa dernière version actualisée.

Le cahier national des prescriptions de travaux et services forestiers est téléchargeable sur le site internet de l'ONF : <http://ww.onf.fr>

6.17. Modes d'évaluation des travaux

6.17.1. Contrôles

Pour les engins mis à dispositions, les contrôles portent sur :

- Leur conformité avec la réglementation en vigueur
- Le respect des horaires ;

La cadence d'exécution des travaux : si les rendements sont jugés insuffisants ; le pouvoir adjudicateur peut exiger la modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge propre à rattraper les retards éventuels, sans que la responsabilité du titulaire ne s'en trouve dégagée pour autant.

En cas de non-conformité des travaux aux prescriptions du présent contrat, le complément des travaux nécessaires pourra être exigé du titulaire.

6.17.2. Suivi des chantiers

Dans le cadre de la location avec chauffeur, pendant la durée des travaux, le titulaire est tenu de consigner chaque jour sur un journal de chantier, toute information permettant de suivre le bon déroulement du chantier, en particulier :

- Les heures de fonctionnement des matériels, ainsi que le motif de chaque arrêt ;
- Tout incident de mise en œuvre ;
- Les quantités réellement exécutées ou les quantités mise en œuvre.

7 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

8.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre,

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires comprennent :

- a) Les frais de mise à disposition de fonctionnement, d'entretien et d'amortissement des engins, du matériel et de l'outillage, pris en location ou non, y compris amenée et repliement ;
- b) Les consommables de toutes natures nécessaires au fonctionnement des engins (marteaux, flexibles, filtres, courroies, pneus, le carburant pour la location avec chauffeur, les lubrifiants, etc...)
- c) Les frais d'entretien des engins ;
- d) Les frais relatifs à l'installation et au repliement des chantiers
- e) Les assurances des engins de toute nature : La tarification de la prestation doit uniquement couvrir l'utilisation des équipements dans le cadre des marchés de l'ONF.

8.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

8.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions dans les conditions suivantes :

8.3.1. Modalité de révision des prix

Les prix sont révisés au cours du marché une fois par an, à la date d'anniversaire de la notification du marché, sur la base d'une proposition du titulaire au regard des prix publics appliqués.

Le titulaire transmet à l'ONF une proposition de révision des prix dans un délai de trois semaines avant la date anniversaire de notification du marché.

Toute proposition de révision de prix sera accompagnée de justifications écrites de la part du titulaire.

L'ONF dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché pour accepter et mettre en place les prix révisés ou refuser la révision.

8.3.2. Clause butoir

L'évolution des prix de règlement résultant de l'application de la formule prévue-dessus sera limitée à une augmentation de 3% maximum l'an.

8.4. Modifications dans la masse des prestations

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèreraient nécessaires :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise porté/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

Limitation : Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle dans la limite de 10% du total de nombre de lignes apparaissant au BPU soit un total de 9 lignes

8.5. Modalités essentielles de paiement

8.5.1. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

8.5.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en **2026-7302-001**;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

8.5.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° **2026-7302-001**
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 00802
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.5.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.5.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

7.1. Modalités de mise en œuvre

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise ne demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'applications de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Un montant minimum de 200€ par Jour de retard sera appliqué.

Les pénalités sont cumulables

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

7.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 €HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

10 RESILIATION

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risque du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

11 DEROGATIONS DU CCAG-FCS

Le présent CCATP déroge au CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
8.3	Variation des prix	10	Révision des Prix
7	Pénalité	14	Pénalité

Fait à Saint Denis, le

Le Directeur Régional
De l'Office National des Forêts de la Réunion